

# Sous l'égide de la bombe atomique

Autor(en): **Léderrey, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **102 (1957)**

Heft 6

PDF erstellt am: **06.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-342818>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Sous l'égide de la bombe atomique

### LA SITUATION ACTUELLE

« Guerre nucléaire » est devenu synonyme de « suicide collectif » depuis que Russes et Américains menacent de s'entre-détruire au moyen de bombes mille fois plus puissantes que l'échantillon de Hiroshima, dont les 20 000 kg. d'explosifs produisirent les ravages terrifiants que l'on sait.

Pour que l'agresseur sorte vainqueur d'une telle lutte, il devrait surprendre l'adversaire et être assuré de pouvoir anéantir, d'emblée et à 100 %, ses moyens nucléaires de représailles.

Il pourrait aussi risquer l'aventure s'il se croyait en mesure de diminuer sensiblement les effets de ces représailles et certain de posséder un stock de bombes nettement supérieur à celui du défenseur.

L'équilibre qui semble établi, dans ce domaine, entre les deux blocs, exclut présentement le danger d'un chambardement universel. Il ne saurait être rompu, pour le malheur de l'Europe occidentale, que si les Etats-Unis, revenant à leur isolement se désintéressaient du sort du vieux continent. Sans aller jusqu'à admettre cette hypothèse, on peut se demander si la tendance à développer les engins à portée intercontinentale, en permettant de réduire les effectifs des forces armées conventionnelles, ne compromettrait pas la défense de l'Europe occidentale ? Des forces terrestres trop faibles ne sauraient empêcher l'ultime opération, l'*occupation du territoire*, troisième des phases qui, selon le maréchal Montgomery, se succéderaient en cas de conflagration mondiale. La première serait caractérisée par l'emploi stratégique des armes nucléaires et, la deuxième, par la destruction des forces terrestres ayant subsisté.

Au sujet des armes nucléaires, on connaît la distinction, établie unilatéralement par l'OTAN, entre leur *emploi stratégique* ou général et celui qu'ils ont proclamé *urbi et orbi* être prêts à utiliser en cas d'agression, leur *emploi tactique* ou localisé. A quoi les Russes ont répondu, comme il fallait s'y attendre, qu'ils répliqueraient par l'emploi stratégique, lequel entraînerait évidemment des représailles.

D'où l'on peut inférer qu'une nouvelle conflagration mondiale serait une guerre nucléaire, conclusion propre à en retarder l'échéance jusqu'à un avenir assez éloigné.

En attendant, l'arme atomique reste un *moyen d'intimidation*, dont les deux plus grandes puissances qui la possèdent se servent en vue d'étendre leur sphère d'influence et de restreindre celle de l'adversaire, de favoriser ou d'enrayer l'expansion mondiale du *communisme*.

L'avènement de celui-ci avait été le résultat le plus clair de la première guerre mondiale. Son expansion fut encore favorisée par les succès russes remportés au cours de la deuxième, marquée d'autre part par la fin du *colonialisme*. De nouvelles nations virent le jour. Mal préparées à se gouverner, et par réaction contre les pays dont elles dépendaient, plusieurs d'entre elles se sentent attirées vers le communisme.

L'attitude de la Russie, champion de la dictature du prolétariat, a engagé les Etats-Unis d'Amérique, défenseurs les plus puissants des démocraties libres, à consacrer des sommes considérables au relèvement économique de l'Europe et de certains pays sous-développés. Non moins connue est leur contribution à la défense du vieux continent, considéré non sans raison comme une Marche de l'Amérique. A la fourniture de matériels de guerre, que leur industrie est particulièrement apte à perfectionner, ils ont ajouté l'envoi en Europe de troupes, notamment d'une forte aviation, où elles font face aux divisions soviétiques poussées sur le territoire des satellites.

Dans ces précautions défensives, les Russes veulent voir des préparatifs d'agression. S'il est vrai que les pays de l'OTAN attribuent le même caractère offensif aux mesures prises par

leur adversaire, le discours prononcé le 17.2.1957 par le ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S. n'est guère de nature à les rassurer. « Nous continuerons, a déclaré D. T. Chepilov, à édifier la société communiste... au nom du progrès social *universel*. » A cet effet, a-t-il ajouté : « Nous allons renforcer avec soin nos glorieuses armées... Nous nous rendons parfaitement compte qu'au siècle de l'énergie atomique, de la technique, des engins à réaction, de l'électronique et de la télé-mécanique, nos arsenaux économiques, techniques, scientifiques et militaires doivent être au niveau des exigences actuelles. »

Les pays de l'OTAN s'en rendent aussi compte et dès lors se poursuit la course ruineuse aux armements, fondée sur une *méfiance* réciproque dont on ne voit pas la fin.

En admettant que le problème du *désarmement* partiel, puis total, soit résolu, il restera encore à éliminer les *causes de conflits*, à défaut de quoi l'on se serait borné à supprimer les pompiers pour éviter les incendies. La *paix*, écrivait déjà son fervent apôtre, Victor Hugo, ne sera instaurée que lorsque, à l'ancienne loi « prendre », aura succédé la nouvelle loi « comprendre ».

De cette ère de paix universelle, nous sommes encore fort éloignés. Pour l'historien de l'avenir, les deux guerres mondiales n'en formeront vraisemblablement qu'une, commencée en 1914 et qui risque de battre le record de la guerre de Cent-Ans.

Depuis 1945, le feu couve. Il s'est rallumé en Chine, en Corée, en Indochine, à Chypre, en Hongrie, en Egypte et en Afrique du Nord.

*En Europe*, considérant que les bases établies par les Alliés au Danemark, en Norvège, en Hollande et en Grèce constituent une menace contre eux, les Russes viennent de mettre en garde ces pays et quelques autres contre le danger auquel ils s'exposent en tolérant des installations de ce genre sur leur territoire. En février également, Boulganine rendit Adenauer attentif aux « forces qui veulent pousser la République fédérale dans la voie dangereuse des aventures militaires ». Ces « forces », le chancelier allemand ne semble pas les avoir vues du même

côté que le maréchal soviétique. Un avertissement identique vient d'être adressé à l'Italie.

*Au Moyen-Orient*<sup>1</sup>, riche en pétrole, les deux blocs se disputent l'influence sur le monde arabe, foncièrement anti-occidental. A l'exception du Russe, l'étranger y est considéré comme un exploiteur, à la fois des biens nationaux et des indigènes ravalés au rôle d'esclaves. Plus psychologues que les Américains, dont l'aide charitable risque d'offusquer la fierté de nations nouvelles, les Russes traitent celles-ci en égales, échangeant avec elles des traités bilatéraux de non-agression, d'aide économique et culturelle, leur fournissant des techniciens et des armes. Le nationalisme, que les Russes ne combattent plus, ouvre la voie au communisme, dont les principaux adhérents se recrutent parmi les intellectuels et les jeunes cadres de l'armée. Les universités seraient des « pépinières de communistes ». Un exemple typique de la pénétration russe est fourni par l'*Afghanistan*. L'aide financière et technique octroyée par les Soviets est en train de transformer cette monarchie en une démocratie populaire de fait. *Israël*, où s'opposent les intérêts des Alliés et sur lequel se concentre la haine des peuples arabes, fournit l'occasion aux Russes — comme viennent de le prouver leurs récents succès en *Syrie* — de se rapprocher de ces derniers.

*En Asie*, sous l'influence de la Chine, le communisme est en plein développement.

Telle est, brièvement esquissée, la situation mondiale.

Sous l'égide de l'arme atomique se poursuit une lutte sporadique. Les pays de l'OTAN ne conçoivent pas que l'idéologie communiste puisse réaliser le « progrès social universel », en d'autres termes la dictature mondiale du prolétariat, sans favoriser, encourager — par des fournitures de matériel de guerre et de parachutistes « volontaires » — voire provoquer des soulèvements et des révolutions. Ils craignent l'intervention rapide des Russes ou de leurs satellites que ces troubles

<sup>1</sup> Selon un article de M. H. Carrere d'Encausse paru dans le numéro de mai 1957 de la *Revue de défense nationale* (Paris).

pourraient provoquer et qui, plaçant l'OTAN devant un fait accompli, lui abandonnerait la décision redoutable de recourir à l'arme atomique.

#### MESURES PRÉVENTIVES ENVISAGÉES PAR L'OTAN

Dans le *Times* du 26.3.1957, Liddell Hart conclut à la nécessité, pour l'OTAN, de renforcer les moyens nucléaires — tâche dont s'acquittent les Américains et partiellement les Britanniques — sans pour cela négliger les forces armées conventionnelles, lesquelles doivent être capables de parer à un coup de main sur une frontière, avant qu'il ne dégénère en une conflagration générale. Le célèbre critique militaire cite en exemple les efforts tentés par le ministère de la guerre de l'Allemagne occidentale, en vue de combiner une *milice nationale*, chargée de la défense locale, et un petit nombre de *divisions*, extrêmement rapides et *mobiles*, constamment prêtes à intervenir.

La mise sur pied de divisions de ce genre est imposée, et leur organisation déterminée, par la nécessité croissante de se soustraire aux vues et aux coups d'une *aviation* toujours plus puissante, comme aussi aux effets de l'*arme atomique tactique*, moyens qui se conjuguent pour interdire les grands rassemblements de troupes et les longues colonnes.

Il fallait donc réduire celles-ci et éparpiller les troupes sur le terrain. Restait la difficulté de les regrouper en vue d'obtenir la convergence des efforts sur un point décisif. Force fut de modifier le procédé d'attaque et de recourir à la « dispersion dirigée » préconisée par Liddell Hart. Elle consiste à fractionner la division en *groupes de combat*, composés organiquement d'éléments de toutes les armes, jouissant par ce fait d'une certaine autonomie, mais surtout aptes à être lancés sur l'adversaire à la façon d'un essaim de guêpes. Contraints de se soustraire aux effets d'une aviation alliée omniprésente en 1944 et 1945, les Allemands utilisèrent déjà, non sans succès, des bat., voire des cp. interarmes. Les *groupes de combat* peuvent aussi se subdiviser en sous-groupes du même genre.

Un *type de division* répondant aux exigences actuelles a été conçu par *Liddell Hart* et exposé par nous, en détail, dans le numéro de janvier 1957 de la *R.M.S.* Son auteur, soucieux de ne pas trop bouleverser l'organisation de la div. britannique, l'a récemment modifié<sup>1</sup>. Il comprend maintenant :

12 500 h., 2350 véh., 300 chars, divisibles en 5 gr. de cbt.  
Au Q.G., 320 h. et 80 véhicules.

Le groupe de combat (1920 h., 322 véh.) divisible en 2-4 sous-groupes					
Trp.	1 rgt. bl.	1 bat. inf. bl.	1 escadron reconnais.	1 btrr. moyenne	1 dét. du génie
Hom.	520	995	120	205	80
Véh.	112 dont 60 chars	131 dont 80 carriers	33	32 dont 8 p. autom.	14 dont 2 chars-ponts et 4 dozers

Le *rgt. bl.* se subdivise en 4 escadrons de 3 sct. à 4 chars.  
Le *bat. inf. bl.* compte 4 *cp. inf.* à 3 sct. de 10 h. dont 2 sof.  
Chaque sct., transportée sur 1 carrier à 10 places, est divisible en 2 escouades.

La *cp. de soutien* du bat. est à 4 pelotons de 3 sct. (2 lm., 2 mitr., 2 can. A.C.).

L'*escadron de reconnaissance* est à 4 sct. de 2 cars bl., 2 scout-cars et 1 carrier.

Le gr. de cbt. peut recevoir de la div. : 1 *btrr. de réglage* et 1 *rgt. D.C.A. légère*.

Troupes divisionnaires							
	1 rgt. transm.	1 rgt. reconn.	1 rgt. génie	1 dét. médical	1 col. ravit.	1 cp. matériel	2 cp. ateliers
Hom.	410	220	460	320	670	100	440
Véh.	105	40	90	60	235	20	110

<sup>1</sup> Reproduction interdite sans l'autorisation de l'auteur du type.



Un autre projet de *div. légère* est proposé (dans le numéro d'avril 1957 de la *Revue militaire générale*) par le major britannique *Burrows*.

*Ce type comprend :*

- un Q.G. (500 h.) ;
- une *Br. bl.* (2000 h.) à 3 rgt. d'env. 55 chars ;
- deux *Br. inf. portée* (4400 h.) à 3 bat. de 4 cp. ;

Les fantassins sont transportés sur des véhicules à 10 places (1 sof., 1 chauffeur-radio, 1 mitr.-radio et 7 fus.). Le bat. inf. est doté de 86 véh. (dont 54 pour le transport des hommes, 5 camions de munitions, 5 cam. de carburants et 22 divers).

- trois *rgt. art.* (1900 h.) dont 2 de 75 et 1 de 105, à 3 bttr. de 6 pièces et 4 stations de radar ; en outre, à la D., 8 lance-fusées et 6 avions légers ou hélicoptères ;
- quatre *cp. du génie*, dont une chargée de la détection et de la pose de mines et une autre pourvue de passerelles-ponts. En 1 ½ heure, 1 rgt. bl. et 2 bat. inf. peuvent, à l'aide de 6 passerelles, franchir un cours d'eau de 100 m. et, en 4 heures, sur 4 points de passage, la div. entière peut traverser et progresser de quelques kilomètres.

Dans la défense, la div. s'articule en 3 échelons :

- 1<sup>er</sup> échel. : *couverture*, 3 bat. inf. et 1 rgt. bl. (patrouilles et feux) ;
- 2<sup>e</sup> échel. : *contre-préparat.*, 1 bat. inf. et 1 rgt. bl. (repousse attaques locales) ;
- 3<sup>e</sup> échel. : *force-pivot*, 2 bat. inf. et 1 rgt. bl. (protégé par des mines).

Innovations intéressantes : les aliments se composent de conserves réchauffées sur des réchauds, ce qui permet de supprimer les cuisiniers. Le ravitaillement journalier (60 T) se fait par 48 hélicoptères effectuant chaque jour trois sorties.

La *Panzer division allemande* serait à l'effectif de 12 500 h. et de 220 chars. Elle comprendrait, outre son E.-M. et ses



services, deux E.-M. de groupements tactiques, 1 bat. transm., 1 bat. recon. bl., 3 bat. chars, 2 ou 3 bat. inf. portée, 1 bat. chasseurs de chars, 3 gr. art., 1 bat. génie et 1 bat. de fusées.

Citons encore un type de *division française* (forte de 14 600 h. et 3600 véhicules, dont 216 chars, 75 E.B.R. — voir *R.M.S.* avril 1955 — et 32 AMX), pouvant former 3 groupes de combat comprenant chacun, essentiellement : 1 rgt. bl. de 72 chars, 1 bat. inf. d'env. 900 h., 1 gr. art. mot. à 3 battr. de 6 pièces 105 mm, 1 cp. du génie, etc., au total 2756 h. et 657 véhicules.

#### REMARQUES CONCERNANT LA SUISSE

Une nouvelle conflagration mondiale ne laisserait pas la Suisse isolée, rejetée qu'elle serait, par l'agresseur, dans le camp adverse, peut-être seulement au cours de la deuxième phase envisagée par le maréchal Montgomery, sûrement au cours de la troisième. Dans le premier cas, la menace atomique serait réduite, dans le second, elle aurait virtuellement disparu, rendant ainsi notre armée plus apte à remplir sa tâche, qui consisterait moins à vaincre qu'à *durer*, jusqu'à ce que la décision soit intervenue ailleurs que chez nous.

A cet effet — tenant compte de l'intérêt qu'aurait l'agresseur non pas à bombarder nos voies de communications et nos ressources, mais à en empêcher la destruction — nous avons envisagé (dans la *R.M.S.* de janvier 1956) un *système de défense* apparenté à celui de nos voisins du Nord, ce qui nous fournit l'occasion d'y revenir. La distinction qu'ils établissent entre les troupes chargées, les unes de la défense locale, les autres de la défense mobile, nous l'avons faite entre les *forces régionales* (et non « territoriales », terme tendant à les faire considérer comme des troupes de second ordre) et les *forces de choc*. Ces dernières seraient nos Br. lég., transformées en trois ou quatre Div. entièrement blindées et motorisées, organisées de telle sorte qu'elles puissent, à l'instar de celles dont nous venons d'esquisser la composition, être fractionnées, sous la menace atomique, en groupes de combat.

Notre proposition se fonde sur deux considérants essentiels qui déterminent la *défense de la Suisse* et lui confèrent un caractère particulier : *le manque de moyens atomiques de représailles* et — on ne saurait trop y insister — *l'étroitesse de son territoire*. Englobé dans un pays voisin, le nôtre ne formerait qu'une zone *avancée* de son système défensif. Circonstance aggravante, cette zone renferme *toutes nos ressources* et *tous nos centres vitaux*. Dans ces conditions, une *attaque par les airs* serait d'autant plus redoutable que nous n'avons pas, comme nos voisins, la possibilité de la détecter à longue distance et d'y parer par une puissante aviation, la profondeur des arrières et l'emploi de l'arme atomique. *Troupes aéroportées et parachutistes* peuvent atterrir sur n'importe quel point de notre territoire. Largués sur nos centres vitaux ou dans le dos des défenseurs de la frontière, ils pourraient, d'emblée, compromettre toute notre organisation défensive.

C'est ce qui nous a engagé à substituer aux troupes territoriales, totalement incapables de parer à ce danger, des forces de l'armée de campagne, groupées en *centres de résistance* fermés d'où leurs *éléments mobiles* (cav., cyc., motocyc., inf. portée sur véhicules réquisitionnés, art.) se porteraient au-devant des D. aéroportées pour en empêcher le regroupement. Ces centres, chevauchant les centres vitaux et prolongeant les *zones de résistance frontière*, constitueraient un réseau dans lequel on s'efforcerait d'obtenir des croisements de feux, la coopération des éléments mobiles de centres voisins, la canalisation de l'envahisseur (offert ainsi aux coups des forces de choc), voire des réserves à l'usage du haut-commandement.

Nos *frontières* constituent le second point vulnérable. Bénéficiant du choix du moment et des points de l'attaque, comme aussi de la possibilité de concentrer impunément des forces considérables en vue de celle-ci, l'agresseur réussira, ce que les meilleures troupes n'ont pour ainsi dire jamais pu empêcher, à ouvrir une *brèche*. Tout ce que l'on peut demander aux défenseurs d'une zone de résistance, c'est que, solidement ancrés au terrain, ils ralentissent *l'irruption des masses blindées*

qui suivra et permettent ainsi aux forces de choc de contre-attaquer celles-ci sur les flancs ou par derrière.

Cette dernière opération, la contre-attaque, comme aussi le combat en retraite, sont des *manœuvres* hors de portée — sauf en montagne — de la masse de nos troupes. Gardons-nous d'illusions dangereuses ! Face à un adversaire entièrement motorisé, comme le serait le nôtre, seules nos *forces de choc* seraient en mesure de les entreprendre. Pousser plus loin la motorisation de nos troupes ne pourrait se faire qu'au détriment de ces grandes unités blindées.

Quelle que soit la solution adoptée, pour faire face au double danger aérien et terrestre qui semble nous menacer, ce n'est pas le « Sofortprogramm » adressé par des patriotes bien intentionnés, mais insuffisamment renseignés, au chef du D.M.F. qui en facilitera la recherche. Il s'agit au contraire d'une œuvre de longue haleine, exigeant les études approfondies auxquelles on se livre en haut lieu, en vue de concilier les besoins et les moyens de défense de la Suisse, sous l'égide de la bombe atomique.

Colonel LÉDERREY

## **Instruction de combat des petites unités d'infanterie**

(suite)

### **La conduite de la cp. fusiliers renforcée**

#### EXEMPLE D'UN EXERCICE DE COMBAT

*Remarques préliminaires :*

— L'instruction individuelle de combat et la conduite des petites unités préparent la troupe à l'engagement inter-armes. Sans une formation de base sérieuse, la collaboration à l'échelon cp. n'est pas possible, et réciproquement,